

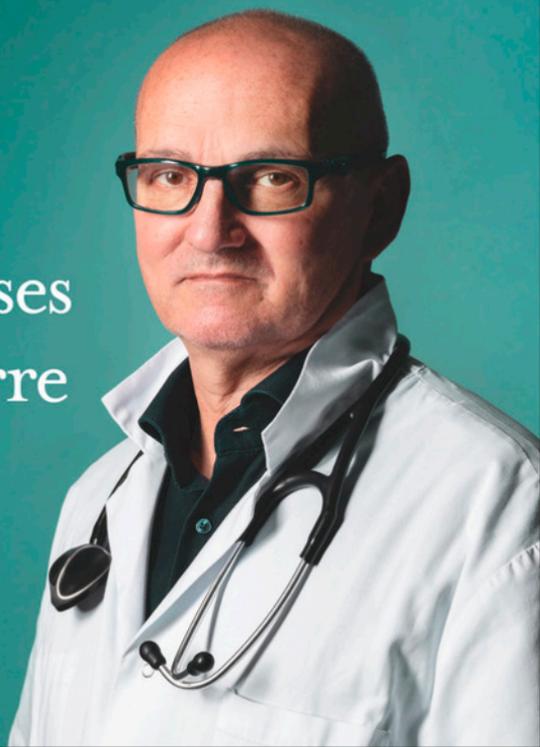
Dr Jérôme Marty

Le scandale des soignants contaminés

RÉCIT

Dans les coulisses
d'une sale guerre

Flammarion



Agitateur du monde médical, syndicaliste engagé, le Dr Jérôme Marty a décidé de dénoncer les défaillances successives des services de l'État tout au long de la crise sanitaire liée au Covid-19. Et, en premier lieu, la grave mise en danger des soignants – mais aussi de leurs familles et de leurs patients – qui, suite à la pénurie de masques, ont été « envoyés au front sans armes ni protections ».

Cet infatigable lanceur d'alerte est devenu l'un des porte-voix les plus efficaces de tous les soignants de France, auxquels il donne largement la parole dans ces pages : médecins libéraux ou hospitaliers, infirmiers-ères, kinés, dentistes, etc.

Dans ce livre, écrit à cœur ouvert, le Dr Marty veut rétablir des vérités, remettre de la rationalité là où les fantasmes se sont imposés et placer l'État devant toutes ses responsabilités en n'omettant aucun des dysfonctionnements constatés au fil de la crise.

Avec ces passionnants carnets d'une « sale guerre », il nous entraîne en première ligne où, depuis le début du combat contre le Covid-19, sa voix résonne comme le tonnerre d'Occitanie.

Président de l'Union française pour une médecine libre, Jérôme Marty, 56 ans, est médecin généraliste et gériatre à Fronton, près de Toulouse.

Le Scandale
des soignants contaminés

Jérôme Marty

Le Scandale
des soignants contaminés

Flammarion

© Flammarion, 2020.
ISBN : 978-2-0802-3232-8

À ma femme Christine qui travaille à mes côtés et qui supporte mes engagements et mes luttes. C'est elle la vraie combattante.

À mes enfants Sophie et Simon qui depuis des années vivent cet engagement parfois trop présent. Parce que quelle que soit l'importance du moment ou des sollicitations, ils sont là toujours et, en un regard, quelques mots, me ramènent à l'essentiel.

À mes parents, qui m'ont inculqué la capacité d'indignation.

Aux médecins, aux soignants qui sur tout le territoire ont été présents. Ils sont un des derniers ciments de notre société. Prenons soin d'eux.

Avant-propos

N'espérez pas que je me taise.

Ne me demandez pas de me taire...

Lorsque le nouveau coronavirus est apparu et que les premiers atermoiements du « haut commandement » se sont fait jour, j'ai su que cette crise allait être cruelle et difficile.

Aujourd'hui je veux, je dois raconter tout ce que j'ai vu ou entendu dans les coulisses de cette sale guerre !

Quand le scandale du sang contaminé a éclaté, en avril 1991, j'étais interne et je me souviendrai toujours de l'hécatombe que ce fut, de ces patients jeunes emportés par la maladie, de l'angoisse, de la peur panique des séropositifs alors que la trithérapie n'existait pas encore et que l'AZT¹ décevait.

1. Breveté aux États-Unis en 1985, l'AZT est le traitement antirétroviral du sida. Il inhibe l'action d'une enzyme appelée transcriptase inverse (TI) dont les cellules infectées par le VIH se servent pour fabriquer de nouveaux virus. Il permet ainsi d'allonger l'espérance de vie des malades atteints du sida.

Le Scandale des soignants contaminés

La courte histoire du Covid-19 n'est bien sûr pas celle du sida, mais j'ai vu dans les décisions ou les non-décisions, dans les mensonges et les dissimulations, dans les mises en danger qui en ont découlé, bien des similitudes avec le scandale médical, financier et politique que fut l'affaire du sang contaminé.

Avec un grand-père résistant, mort sous la torture fasciste, un autre, immigré en France pour fuir le même régime en Italie, un père syndicaliste médical et une mère infirmière également engagée dans ses jeunes années, j'ai été très tôt nourri de cette volonté de ne pas accepter l'inacceptable et de faire front quel que soit le rapport de forces.

Je n'ai jamais pu concevoir la pratique de la médecine sans participer à sa défense, à la défense du soin et de ceux qui le portent.

Convaincu depuis toujours que l'union fait la force, j'ai participé en 2012 à la création d'un mouvement associatif, l'UFML asso¹, construit sur les réseaux sociaux, mouvement qui a alors fédéré des milliers de soignants. Ce mouvement s'est battu contre les réseaux de soin et contre les lois de Marisol Touraine de 2016 qui sur-administraient la médecine. Contre une « loi de modernisation du système de santé » qui en fait renforçait la loi Hôpital Patient Santé Territoire, laquelle, dès 2009, débutait le sabotage de l'hôpital public et organisait la financiarisation du soin. En 2017, j'ai eu l'honneur de

1. Union française pour une médecine libre.

Avant-propos

devenir le premier président de l'UFML-syndicat, suite logique de cet engagement.

* * *

Quand l'épidémie de Covid-19 s'est propagée dans notre pays, j'ai vécu durement et concrètement les erreurs stratégiques de notre commandement et les manques de moyens de protection au sein de mon activité de médecin généraliste et de responsable de l'établissement de soins de suite que je dirige à Fronton, près de Toulouse. Je n'ignorais rien de l'ampleur des choses car j'ai reçu – et ce dès les premiers jours – des dizaines et des dizaines de témoignages d'alerte quant aux conséquences dramatiques de la mauvaise gestion de la crise sur tout le territoire...

Ces messages d'alerte parfois incrédules, ces témoignages d'engagement, cette volonté de bien faire malgré tout, ce courage des soignants, de la ville et de l'hôpital, face à un virus inconnu, j'ai voulu les traduire au fil de mes interventions médiatiques. Pour que toutes les vérités soient dites au fur et à mesure qu'elles nous apparaissaient. Tout comme j'ai voulu décrire ce que, au cœur de la crise, les mains qui soignent et les patients qui souffrent ont subi. Cette crise a été longue et violente. Elle a percuté nos vies, déstabilisé notre société. Elle a changé notre rapport au temps, et nul ne sait quand nous en serons sortis.

Comme d'autres médecins engagés et soucieux de témoigner, j'ai eu accès tout au long de ces mois

Le Scandale des soignants contaminés

de combat à de nombreux plateaux de télévision ou studios de radio. J'ai pu ainsi faire passer des messages de prévention bien sûr, mais aussi exprimer la réalité de ce que nous, soignants, vivons sur le terrain. J'ai pu également répondre au mépris et aux violences subies par les professionnels de santé par le biais de décisions prises à l'emporte-pièce au nom d'une stratégie tout simplement dictée par le manque de moyens de protection, de masques notamment.

J'ai voulu porter la voix de toutes celles et ceux qui se sont engagés quoi qu'il en coûte dans cette lutte contre un ennemi aussi invisible qu'inconnu et mortel, et me faire également le relais de nos patients, de leurs questionnements et de leurs angoisses légitimes.

Tout au long de ces interventions puis de la rédaction de ce livre, j'ai toujours gardé une seule et même ligne directrice : parler vrai, sans crainte, dire les choses avec courage et sincérité...

Avec cet ouvrage, je souhaite laisser une trace de ce que nous avons tous vécu, dénoncer sans relâche les nombreuses erreurs commises, et, en médecin, oser regarder les lésions, palper là où ça fait mal, analyser, pour au final mieux soigner et écarter autant que possible tout risque de récurrence.

En effet, le scandale des soignants contaminés est une affaire trop grave pour que nous nous contentions de passer à autre chose dès l'épidémie terminée.

Cela nous condamnerait à coup sûr à de graves périls dans les temps à venir.

Docteur Jérôme Marty

CHAPITRE 1

À la rencontre du SARS-CoV-2, ce mystérieux virus *made in China*

J'ai le Covid-19.

Je ne suis pas malade, pas même porteur asymptomatique, mais j'ai le Covid-19.

Depuis plus de six mois, il m'accompagne nuit et jour, sept jours sur sept, lors de mes consultations au cabinet médical, à la clinique ou en visite chez mes patients. Comme une ombre menaçante et obsédante.

Il a changé ma vie, bouleversé mes habitudes et a remplacé jusqu'au plus inconscient de mes gestes par des actions préparées, réfléchies, protocolisées à outrance.

Le coronavirus, comme on l'appelle (le Covid-19 est le nom de la maladie), est apparu en quelques semaines, vague signal venu d'Asie, un virus émergent, une nouvelle maladie.

Les messages de notre ministre de la Santé, Agnès Buzyn, se voulaient alors rassurants. Ce virus, il ne pouvait nous atteindre. Il ne se répandrait que peu.

Le Scandale des soignants contaminés

Elle ne montrait aucun doute : la France était prête, disposait des ressources nécessaires. Bref, nul ne devait s'inquiéter.

Le 25 janvier 2020, les autorités chinoises confinaient la ville de Wuhan et la province de Hubei (56 millions d'habitants). Les images venues de Chine nous dévoilaient alors l'immense impact sociétal de ce virus, et la nécessité d'une lutte collective, totale et globale, sans merci, partout où il frappait.

Pour le médecin que je suis, le virus atteindrait la France, c'était une évidence. L'imposture du nuage de Tchernobyl « bloqué aux frontières hexagonales » se rappelait à moi au fil des paroles fausement apaisantes de la ministre de la Santé.

Le SARS-CoV-2 était l'inconnu face à un système sanitaire fait de surencadrement, de rigidité, de soumission à la gouvernance administrative et technocratique et à la tutelle de Bercy. Il semait le désordre et la désorganisation, il avait face à lui un système inadapté jusqu'à l'absurde, entièrement voué à l'ordre et l'organisation...

Dès les premiers jours, comme d'autres connaisseurs du système sanitaire français, je le savais : cela allait être difficile, très difficile.

Et encore plus que je ne l'imaginais. L'histoire allait nous le montrer.

À la rencontre du SARS-CoV-2...

*Des chauves-souris, un marché aux poissons,
des pangolins, un virus émergent...*

Tout début décembre 2019, un coronavirus émergent fait son apparition à Wuhan, capitale de la province du Hubei, en Chine centrale. Il serait « passé » par la chauve-souris mais, non équipé pour se fixer sur les récepteurs humains, il aurait choisi un hôte intermédiaire, ou il aurait muté, se serait adapté à l'homme avant de l'infecter et de devenir une maladie à transmission interhumaine... Cet hôte intermédiaire serait le pangolin, mammifère à écaille, sorte de tatou, dont le commerce alimentaire clandestin est présent au sein du marché de Wuhan.

Des semaines durant, le SARS-CoV-2 se propagera à Wuhan sans que la France y prête attention – les médias sont alors polarisés sur la réforme des retraites et ses conséquences sociales.

Virulent et très contagieux, le virus se diffuse sur tout le territoire chinois dans les deux mois suivants.

Les images des chaînes d'info en continu montrent des soignants en tenues étanches, une population masquée.

Plusieurs aéroports dans le monde, mais pas en France, mettent en place un dépistage à l'arrivée des avions en provenance de Chine par contrôle de la température frontale des voyageurs. Ces mesures sont sans effets (car l'hyperthermie n'est pas toujours présente et, nous l'apprendrons, il y a de nombreuses formes asymptomatiques) et ne permettent pas d'enrayer la propagation de l'épidémie.

Le Scandale des soignants contaminés

Le lundi 13 janvier, le premier cas hors de Chine est déclaré en Thaïlande. Le 15 janvier, un cas est déposé au Japon ; il s'agit d'un ressortissant chinois de Wuhan. Entre le 20 et le 23 janvier, la Corée du Sud, les États-Unis, Taïwan, Singapour et le Vietnam connaissent leurs premiers cas.

Le mardi 21 janvier, lors d'une conférence de presse, Agnès Buzyn fait le point sur les mesures de protection envisagées en France : « À ce stade, aucune mesure de contrôle aux frontières n'a été prise, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). [...] Notre système de santé, ajoute-t-elle, est bien préparé. »

Le docteur Buzyn, qui fut hématologue à l'hôpital Necker à Paris, explique que les professionnels ont été renseignés et sont prêts à se mobiliser à partir de « recommandations de prise en charge » qui leur ont été fournies. Prudente, elle précise tout de même : « Le risque d'introduction en France est faible mais ne peut pas être exclu, d'autant qu'il y a des lignes aériennes directes... »

Pour la ministre, la France est « protégée »... Comme elle le rappelle le jeudi 23, tous les aéroports internationaux français ont mis en place des affiches et des messages vocaux qui indiquent la conduite à tenir pour les voyageurs. Ces messages sont également diffusés sur les réseaux sociaux.

Ainsi, des Français ou des ressortissants de Wuhan ou du Hubei arrivent d'un pays où la lutte contre l'épidémie fait rage et impacte la vie quoti-

À la rencontre du SARS-CoV-2...

dienne de millions de personnes, entrent sur le sol français sans contrôle sérieux mais avec une petite chance d'apercevoir... des affiches de prévention ! Combien d'entre eux sont, à cet instant, porteurs du SARS-CoV-2 ? Combien sont porteurs asymptomatiques ? Vous avez dit « risque d'introduction faible » ?

Nous sommes déjà nombreux à ne pas comprendre cette stratégie ou plutôt cette absence de stratégie ! Y compris parmi la population.

« Mais enfin, docteur, ils croient qu'on arrête une inondation avec des affiches ? » Réflexion frappée de bon sens, faite par un patient lors d'une consultation au cabinet en cette fin janvier. Le virus ne se déplace pas seul, c'est l'homme qui le porte, souvent sans le savoir, et qui va le transmettre pour qu'il continue encore sa route. Face à lui, il faut être proactif, tester et isoler, c'est une évidence.

* * *

Le vendredi 24 janvier en France, les trois premiers malades sont annoncés : deux à Paris et un à Bordeaux. Ces trois patients chinois avaient séjourné à Wuhan. En direct de l'Élysée, la ministre déclare pourtant à la sortie du Conseil des ministres « qu'en termes de risque pour la France, les analyses de risque d'importation sont modélisées, régulièrement, par les équipes de recherche » : « Le risque d'importation de cas depuis Wuhan est modéré, il est maintenant pratiquement nul puisque la ville est isolée. »

Le Scandale des soignants contaminés

Avant d'ajouter, une fois de plus rassurante, que « les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles¹ » : « Il semblerait que le virus soit plus contagieux mais moins grave que ce que nous croyions au départ. [...] Nous évaluons le risque jour après jour. Aujourd'hui, il n'y a pas de décision d'interdire les vols en provenance de Chine. »

Il n'en fallait pas plus pour que l'inquiétude gagne partout à travers le pays. Le même jour, la population se rue dans les pharmacies pour se fournir en moyens de protection, sous l'impact des images venant de Wuhan où la totalité de la population porte des masques. À Paris comme en province le masque devient soudain un produit indispensable, et des pharmaciens m'alertent : « Ça devient de la folie, on ne tient plus nos stocks. » Quelques appels aux pharmacies locales, à Fronton mais aussi à Toulouse, montrent une situation similaire.

Sans doute pour stopper ce vent de panique, Agnès Buzyn déclare lors du *Grand Jury* de LCI le dimanche 26 janvier : « Ce masque bleu (masque chirurgical) ne protège de rien, d'aucun virus, inutile d'en acheter pour soi... »

Cette prise de position signe le point de départ du scandale des masques, de ce déni de vérité qui sera le fil rouge de la crise sanitaire en France².

1. <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/coronavirus-en-france-les-risques-de-propagation-du-virus-dans-la-population-sont-tres-faibles-selon-agnes-buzyn-1217484.html>

2. Voir le chapitre 2 : Bas les masques !

À la rencontre du SARS-CoV-2...

D'autant que le lendemain, la ministre ajoute : « Ce virus n'est pas plus contagieux et mortel que la grippe [...], les mesures de prévention sont adaptées et suffisent à protéger l'essentiel de la population. Pas d'inquiétude, le risque zéro n'existe pas. »

« Le risque zéro n'existe pas » ! Cette phrase résonne encore à mes oreilles, au regard de ce que nous avons vécu ensuite à force d'erreurs dans la gestion, de retards de décision, de mensonges et de manipulations.

Une nouvelle question revient sans cesse lors de mes consultations : « Docteur, vous en pensez quoi de ce virus ? Faut s'inquiéter ?... »

Face aux mines angoissées voire apeurées de mes patients, je ne dispose que d'une seule et maigre réponse : « Actuellement non, le virus ne circule pas en France et en l'état il n'apparaît pas très dangereux, mais demain... »

Il est à cet instant certes inutile de porter un masque dans la mesure où le virus ne circule pas sur le territoire français – ce message sera d'ailleurs repris par l'ensemble de la profession médicale – mais le scandale réside dans l'absence d'explications sur la nécessité de fournir la population en masques si la phase épidémique survient.

Le mardi 4 février, sur le plateau des *Grandes Gueules* sur RMC, je suis forcément interrogé sur le sujet dont tout le monde parle. Les masques et la question qui revient sans cesse : masque ou pas masque ? Danger ou pas danger ?

Le Scandale des soignants contaminés

« Il faut le dire et insister, ça ne sert à rien ! Le masque sert quand vous êtes atteint d'une infection pour éviter que vos postillons n'aillent impacter la personne en face de vous et donc transmettre la maladie. Mais il ne sert pas à se protéger de la maladie si vous êtes un sujet sain car il n'a pas un filtre suffisant pour empêcher les virus de passer. » Pour être certain d'être bien compris tant je sens la confusion monter, j'ajoute : « Les masques qui protègent vraiment sont les masques portés par les médecins de type FFP2 ou FFP3. Ils sont difficiles à porter pendant plusieurs heures mais ce sont de vrais masques de protection. En Chine, on oblige à les porter en zone de quarantaine parce qu'on ne sait pas qui est porteur de la maladie ou non... »

À l'opposé des discours officiels tellement rassurants, nous, médecins, à la ville comme en hôpital, recevons chaque jour une avalanche de circulaires issues des ARS (agences régionales de santé). Dont les fameuses fiches MARS (messages d'alertes rapides sanitaires) qui ne cessent d'atterrir dans nos ordinateurs, avec des mises à jour parfois pluriquotidiennes. Sans oublier les propres circulaires de la direction générale de la santé (DGS) et de la direction générale de l'offre de soins, du Conseil national de l'Ordre des médecins, des conseils départementaux de l'Ordre, des fédérations hospitalières, des unions régionales des professions de santé.

La lecture de ces mails est « obligatoire » puisqu'ils engagent par leur application immédiate la respon-

À la rencontre du SARS-CoV-2...

sabilité de celui qui les réceptionne ! Pas question donc d'en manquer un, sous peine de s'exposer à de graves ennuis. Et pendant ce temps-là, on continue de consulter, d'écouter des patients inquiets, parfois terrorisés, de tenter de les rassurer sans parfois y arriver tant je sens la nature et l'ampleur de ce qui pourrait nous frapper...

Mais le temps, en ce début février, est calme et quasi sans risque. Et le virus n'est donc pas plus contagieux et mortel que la grippe, si l'on en croit notre ministre...

Pourtant, émise dès le 22 janvier, et passée quasi inaperçue, une circulaire de la mission COREB¹ est intitulée « Repérer et prendre en charge un patient à nouveau coronavirus ». Elle s'adresse aux SAMU et à tous les « soignants de première ligne » et précise les mesures à mettre en place devant toute suspicion de cas : « Pour les soignants des précautions standards renforcées REB (Risque Epidémique et Biologique) "air" et "contact" impliquant utilisation de SHA (solution hydroalcoolique), masques de type FFP2, surblouses et gants non stériles à usage unique, lunettes de protection (en cas de soin susceptible de provoquer des aérosols). »

Cela fait tout de même beaucoup de précautions pour un virus inoffensif...

La circulaire MARS que nous recevons le jeudi 30 janvier renvoie sur les recommandations de la

1. Mission COREB : Coordination Opérationnelle Risque Épidémique et Biologique.

Le Scandale des soignants contaminés

Société française d'hygiène hospitalière (accessibles ce même jour sur le site du ministère de la Santé) qui préconise de prendre en charge les patients « dans une chambre individuelle porte fermée, idéalement en pression négative » et d'ajouter aux précautions standards, pour les soignants d'un patient considéré comme suspect possible ou confirmé, les précautions complémentaires de type « air » ainsi que de type « contact » selon les modalités suivantes : « Le port d'un appareil de protection respiratoire (masque) FFP2 en vérifiant l'étanchéité au visage pour tout soignant avant d'entrer dans le box ou la chambre... »

Voilà que la menace et les risques se font de plus en plus précis !

Dans quelques jours, alors que la pénurie de masques se fera plus prégnante, la doctrine d'utilisation changera, et les masques FFP2 seront officiellement réservés aux seuls gestes invasifs tels que : intubation, fibro-aspiration, etc., sur des critères scientifiques douteux, au seul but de masquer la véritable raison du changement : la pénurie.

L'Oise : un cluster préfabriqué

Le vendredi 31 janvier débute un rapatriement volontaire pour des Français de Wuhan ; il s'étalera sur quatre vols, et des mises en quarantaine sont organisées sur différents lieux du territoire. Il est fait appel aux moyens aéroportés de l'armée et notam-

À la rencontre du SARS-CoV-2...

ment à l'escadron Estérel¹ basé à Creil, dans l'Oise, pour organiser ces opérations de rapatriement. Et c'est ainsi que ce département va devenir un des principaux clusters du territoire. Le « patient zéro », d'après le quotidien *Le Parisien* du jeudi 9 avril, est un membre de la mission militaire qui s'est rendue à Wuhan pour rapatrier des citoyens français et européens. Il aurait contaminé un patient hospitalisé à Amiens ainsi qu'un proche, lequel a contaminé à son tour un enseignant de 61 ans, décédé le 24 février.

Incroyable mais vrai, les militaires de l'escadron Estérel qui ont participé à cette mission – que personne ne pensait si périlleuse à l'époque – n'ont pas été placés en quarantaine. « Seulement en permission de quatorze jours à leur domicile, mais sans contrôle de leurs allées et venues, pas plus que celles de leurs familles », selon une source militaire citée par le journal.

Les Français de Wuhan ont été testés, encadrés, transportés, confinés mais les militaires ont été laissés libres comme l'air. Là, on nage en plein délire. Entre Kafka et Ubu. L'administration française chargée d'éviter tout risque de propagation de l'épidémie vient de créer de toutes pièces le « cluster de l'Oise ». De quoi rendre fou le médecin que je suis !

1. L'escadron de transport 3/60 Estérel est une unité navigante de l'Armée de l'air française stationnée sur la base aérienne 110 de Creil ; ses avions sont basés sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Le Scandale des soignants contaminés

Alors que la véritable alerte mondiale est lancée le 31 janvier par l’OMS qui décrète « l’urgence de santé publique de portée internationale¹ », en France nous sentons bien que quelque chose se prépare ; il y a comme une lourdeur qui s’installe, une gravité.

À quelques heures de l’orage, on ne voit rien, mais il y a cette atmosphère étrange, cette électricité dans l’air. Cela monte de l’horizon, indéfinissable...

À la clinique à Fronton², nous avons comptabilisé les moyens de protection dont nous disposons dans nos stocks internes. Il nous reste des masques du stock courant et des boîtes qui datent des dotations de 2009 pour le virus H1N1. Il y a 500 FFP2 et 2 000 masques chirurgicaux. En fonction du nombre d’intervenants, nous avons de quoi tenir quinze jours. Pas plus...

Intuitivement, comme de nombreux soignants, nous sentons bien que très vite les protections vont manquer cruellement. La menace est là, pas encore visible mais perceptible.

Nous ne savons pas de quoi demain sera fait, mais nous savons qu’il sera différent, que le Covid va changer nos pratiques, nos organisations, nos décisions, nos vies...

1. Une alerte mondiale que l’OMS a déjà décrétée cinq fois et notamment en 2009 pour l’épidémie de grippe H1N1 et en 2014 et 2019 pour le virus Ebola.

2. La clinique Saint-Roch à Fronton (en Haute-Garonne, entre Toulouse et Montauban) est une clinique de 52 lits spécialisée dans les soins de suite et de réadaptation des personnes âgées.

À la rencontre du SARS-CoV-2...

Et la politique reprend ses droits...

Face à cette tempête qui s'annonce de plus en plus clairement, nous apprenons que notre ministre quitte l'avenue de Ségur le 16 février pour se lancer dans la bataille de Paris.

Une crise sanitaire majeure s'annonce, mais l'espace de quelques jours, la politique va quand même reprendre ses droits... juste en dessous de la ceinture.

Le candidat LREM à la Mairie de Paris Benjamin Griveaux, ancien porte-parole du gouvernement, voit ses attributs les plus intimes exposés à son corps défendant sous forme d'une vidéo disséminée sur les réseaux sociaux le 14 février. Piégé par une ex-maîtresse et son compagnon, un improbable « artiste » russe, il voit sa carrière politique instantanément torpillée par deux pieds nickelés sans envergure. Rastignac de la politique, Benjamin Griveaux (42 ans) passe en quelques millions de clics du romanesque au tabloïd. Il doit quitter la politique en moins de temps qu'il n'en faut pour se rhabiller...

« J'y vais, j'en ai envie. [...] J'y vais pour gagner », annonce Agnès Buzyn ce dimanche 16 février à l'Agence France-Presse.

« J'en ai envie »... C'est peu dire que cette déclaration va choquer. Cela fait des mois que l'hôpital public, des urgences aux soins continus, est en crise – voire en grève – et que la médecine de ville crie sa douleur. Ceux qui portent le soin s'épuisent à tenir à bout de bras un système saboté par des

Le Scandale des soignants contaminés

politiques sanitaires successives qui ont multiplié les strates administratives, provoqué d'in vraisemblables pénuries d'hommes et de matériels et agrandi les déserts médicaux.

Deux jours avant, Agnès Buzyn confiait pourtant : « Je ne peux pas y aller » devant l'importance des dossiers qu'elle avait à traiter et aussi devant l'ampleur du tsunami que désormais les mieux informés voient très clairement arriver.

« J'y vais, j'en ai envie »... Incompréhensible déclaration alors qu'une crise sanitaire (celle de l'épidémie de Covid-19) va s'ajouter à une autre crise sanitaire (celle de l'effondrement de notre système de santé).

Une crise dans la crise, avec tous les ingrédients d'un risque majeur d'effondrement d'un secteur entier, plus que jamais indispensable, plus que jamais instable... et voilà qu'on nous annonce la désertion du capitaine.

Au-delà de la crise du Covid, et comme une majorité de médecins, je ne suis pas effondré de tristesse par ce départ précipité. Après Roselyne Bachelot, sa loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoire) de juillet 2009 et ses ARS qui ont consciencieusement dynamité l'hôpital et la médecine de ville, après Marisol Touraine et sa loi Santé¹ qui, début 2016, a encore renforcé l'administration du soin et rendu l'État responsable des politiques de santé là où il

1. Loi de modernisation du système de santé promulguée en janvier 2016.

À la rencontre du SARS-CoV-2...

était seulement responsable de leur évaluation, Agnès Buzyn a parachevé l'œuvre en appliquant les réformes précédentes et en les développant, sans prendre conscience de l'importance de la dégradation du système et de l'urgence à agir. Le moins que je puisse dire est que je ne la regrette pas !

Ce que les soignants voient, la presse ne le voit pas. Et le microcosme politico-médiatique ne digresse alors que sur les qualités et la respectabilité d'Agnès Buzyn. Le fait qu'elle « présente bien » et qu'elle pourrait être la candidate idéale pour sauver une campagne électorale bloquée dans la fange et le glauque...

Ce qui se joue pourtant, dans les hautes sphères, c'est le drame de l'obéissance. Agnès Buzyn sait depuis plusieurs semaines que la crise du coronavirus va être terrible. Le moment est historique, elle est médecin, elle est à la barre et... elle va obéir à la volonté du chef de l'État, à l'intérêt du parti, tourner le dos à l'Histoire et abandonner le navire et sa fonction sacrée pour une guignolade !

Une fois la petite histoire du premier tour des municipales passée, la candidate s'épanchera sur son « pauvre sort » de victime du petit jeu politique. Dans les colonnes du *Monde*, sous le choc de sa cruelle troisième place du dimanche précédent¹, elle

1. Avec 17,26 %, la candidate de la République en marche termine troisième derrière Anne Hidalgo (29,33 %, Paris en commun – Union de la gauche) et Rachida Dati (22,72 %, Les Républicains).

Le Scandale des soignants contaminés

affirmera le mardi 17 mars avoir très tôt prévenu de la crise à venir : « Je pense que j'ai vu la première ce qui se passait en Chine : le 20 décembre, un blog anglophone détaillait des pneumopathies étranges. J'ai alerté le directeur général de la santé... »

Dans la même interview, elle affirme avoir prévenu le président de la République, et ce dès le 11 janvier : « Il n'y a alors pas de cas de Covid-19 hors de Chine. »

Que savait exactement Agnès Buzyn ?

Tout au long du mois de janvier, elle s'est voulue rassurante et ses déclarations contrastent avec l'alerte qu'elle dit avoir lancée au Premier ministre le jeudi 30 janvier : « Les élections municipales du mois de mars ne pourront pas se tenir... »

Elle ajoutera, toujours dans le *Monde* : « Quand j'ai quitté le ministère, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu. »

Ces déclarations faites *a posteriori*, si elles sont exactes, soulèvent plus de questions qu'elles ne donnent de réponses.

Jérôme Salomon, le DGS, aurait ainsi été prévenu dès la fin décembre par la ministre de la Santé ? A-t-il alors vérifié la disponibilité des moyens de protection ? A-t-il saisi la réserve sanitaire, organisation en charge des stocks de matériels de protection ? A-t-il demandé à vérifier l'état des stocks indispensables à la protection des soignants et de la popu-

À la rencontre du SARS-CoV-2...

lution ? A-t-il demandé que l'État français passe aussitôt commandes de masques et autres matériels ?

Si le président de la République a été prévenu en ces termes le 11 janvier et le Premier ministre le 30, Agnès Buzyn était-elle à ce point transparente et inaudible pour que ses alertes se soient perdues dans les couloirs du pouvoir, pour qu'aucune action d'envergure n'ait été alors mise en place dans l'urgence qu'imposait la réalité des faits ?

Les « aveux » d'Agnès Buzyn montrent l'erreur d'appréciation et le retard à l'allumage au plus haut niveau de l'État face à la pandémie qui s'annonce. Erreur et retard qui pèseront très lourd tout au long de la crise sanitaire avec leurs conséquences directes : les manques scandaleux de moyens de protection et les morts évitables qui en résulteront...

Autant de choses que, personnellement, je n'oublierai jamais. Autant de choses que les soignants français et leurs proches n'oublieront jamais !

CHAPITRE 2

Bas les masques !

Dès son arrivée au ministère de la Santé, Olivier Véran, 39 ans, neurologue et député LREM de l'Isère, parle de la médecine de ville en même temps que de la médecine à l'hôpital. Et, le mardi 25 février, sur le plateau de l'émission *BFM Story*, je souhaite souligner le nouveau langage du ministre. Le journaliste-présentateur Olivier Truchot me lance sur le sujet : « Vous êtes médecin libéral : les médecins libéraux ne sont-ils pas oubliés dans cette crise ? Parce que dans le passé, on a pu connaître des crises où on avait mis de côté les médecins libéraux. On pensait que l'hôpital pouvait tout gérer. Est-ce qu'il y a, à ce jour, une bonne coordination entre vous, médecins libéraux, et l'hôpital ? »

« À ce jour il faut saluer le nouveau ministre de la Santé Olivier Véran qui, chaque fois qu'il parle, cite à la fois la médecine libérale et la médecine hospitalière et les met sur le même plan, que ce soit sur le plan de l'organisation des soins ou sur celui de la réception des kits de protection... »

Le Scandale des soignants contaminés

Les paroles du ministre sont novatrices, et après tant d'années d'ostracisme de la médecine de ville et de politiques qui ont opposé hôpital public et médecine libérale, j'ai envie d'y croire... Je me trompe !

Une fois passé cet élan d'œcuménisme, je m'empresse de revenir à l'urgence récurrente du moment : « Je reviens rapidement sur ces kits de protection et je dis qu'il faut se dépêcher parce que dans nos cabinets nous recevons tous les jours des patients qui peuvent avoir des symptômes qui ressemblent à la pathologie dont on parle ou qui peuvent revenir des régions infectées. Donc il faut impérativement que l'on donne ce matériel aux généralistes, aux spécialistes, aux infirmières, etc., pour que l'on ne rende pas malades nos soignants en première ligne... »

En cette fin février, j'ai de nombreux retours de médecins – et sur tout le territoire – qui reçoivent au sein de leurs cabinets de consultation des patients qui rentrent de Lombardie ou de Vénétie, deux clusters qui s'annoncent redoutables, et sont dans l'incapacité de se protéger puisqu'ils ne disposent d'aucun moyen de protection. L'inquiétude et la colère montent encore d'un cran¹...

L'armée des blouses blanches est envoyée sur le front du Covid sans munitions ni bagages par un gouvernement visiblement dépassé !

1. Voir Paroles de soignants 1.

Bas les masques !

Nous sommes au tout début de la crise, et de très nombreux médecins n'ont pas de masques – médecins de ville ou hospitaliers, parfois même des urgentistes comme nous le verrons plus loin. Le gouvernement annonce avoir mis en production des millions de masques, sans en préciser le type (masques chirurgicaux ou appareils de protection respiratoire FFP2) ni la date de livraison. L'attente commence ; elle va durer plusieurs longues semaines.

Le soir même, la France connaît son premier décès du Covid-19, et cinq cas seront découverts le lendemain. La veille sur RTL, le ministre déclarait : « Il n'y a ce soir plus aucun malade hospitalisé en France. Le dernier patient est guéri, il n'est plus contagieux et a pu rentrer chez lui. Si demain le virus commençait à circuler en France, alors nous pourrions être amenés à prendre des décisions pour éviter une propagation du virus [...] Nous préparons l'ensemble des dispositifs de veille sanitaire et d'intervention en ville et à l'hôpital dans l'hypothèse où l'épidémie viendrait. [...] Nous sommes au stade avant l'épidémie. Nous ne fermons pas les frontières [...] à ce stade parce que ça n'aurait pas de sens. »

« L'épidémie est à nos portes » : il est clair à cet instant que la médecine de ville va devoir lui faire face, que les médecins vont être de plus en plus exposés. À cet instant, je n'ai qu'une crainte : celle de la contamination de nombreux médecins qui seraient alors sortis du soin au moment où l'on a besoin d'eux ou, pire, qui pourraient à leur tour contaminer leurs patients ainsi que leurs proches.

Le Scandale des soignants contaminés

Depuis quelques jours, nous recevons circulaires et autres documents de conduites à tenir face aux patients susceptibles d'être porteurs de Covid-19. Des circulaires, nombreuses, chaque jour, mais pas de masques à l'horizon...

Il faut cibler les patients venant des zones à risque (Wuhan en Chine, Vénétie et Lombardie en Italie) ou ayant été au contact de patients venant de ces zones. Tout est normé, encadré, sûr et sans faille... Les patients sont pour l'heure rares et, sur le papier, tout est simple. Comme souvent, la réalité va frapper violemment et rendre caduque cette vision idyllique et « *in vitro* » de l'administration française.

Cette réalité, dans toute sa crudité, prend la forme ce mercredi 26 février d'un message privé que m'envoie un médecin généraliste de l'Est sur Twitter : « Bonsoir, je voulais te dire que le premier cas de Covid-19 s'est pointé hier au cabinet et a été vu en consultation par mon ancienne interne Magalie M., qui remplace ma collaboratrice. Le patient a fait preuve de prudence, il n'est pas entré dans la salle d'attente, et portait un masque. Il n'avait quasi aucun symptôme mais se sentait fatigué depuis deux jours, rien d'inquiétant pour lui, rien qui ne l'alarme, aussi il n'a pas jugé bon d'appeler le SAMU même s'il venait de Vénétie. Mon ancienne interne a appelé le SAMU qui a décidé de prendre le patient en filière Covid-19, le SAMU n'a pas envoyé d'ambulance et le patient s'est rendu à l'hôpital à vélo ! C'était hier à midi, évidemment nous n'avons plus de masque FFP2 et je n'en ai